

Message

Romains 13 1-7

Ce matin nous évoquerons la vie en société et ceux qui nous gouvernent, comme le faisait l'apôtre Paul dans sa lettre à l'église de Rome.

En la lisant, il y a parfois des choses qui peuvent nous surprendre, nous déstabiliser.

Dans un article récent dans les DNA, il avait été repris les paroles de soutien « Jésus est mon sauveur, Trump est mon président » ?

D'après un institut de sondage 82% des américains blancs de confession « évangéliste » sont prêts à voter pour l'ancien Président.

Les évangéliques s'en arrangent en le comparant au roi Cyrius de Babylone qui ne faisait pas partie du peuple élu et n'en partageait pas les valeurs, mais qui a été utilisé par Dieu pour sauver les Juifs.

Ce qu'ils voient en Trump, c'est l'instrument de Dieu, l'élu qui doit accomplir des prophéties parce qu'ils sont profondément convaincus qu'on arrive à la fin des temps et que le Christ va revenir...

C'est à croire que l'éthique chrétienne est à géométrie variable, et que certaines églises sont prêtes à accepter

toutes les compromissions pourvu qu'elles y gagnent quelque chose.

En l'occurrence, une parcelle de pouvoir ou des avantages financiers ou juridiques.

Le cas n'est pas rare puisque on peut constater que l'Église orthodoxe russe soutient la guerre de Poutine face au peuple Ukrainiens.

Comment peut-on justifier cela au regard des paroles de Jésus-Christ ?

Sans doute le texte de Paul relatif à la soumission aux autorités est susceptible de faire beaucoup de mal si l'on s'en tient à une approche purement littérale.

Pourtant, l'apôtre n'était pas naïf, il savait fort bien que le pouvoir en place puisse commettre quelques erreurs de jugement.

La crucifixion de Jésus n'est-elle pas en soi une faute judiciaire ?

Certes, on peut imaginer que la mort du Christ était programmée, et que les autorités religieuses juives comme le pouvoir politique romain, n'ont été que des instruments au service de Dieu pour l'accomplissement du salut.

Cela n'empêche pas que Jésus lui-même a parfois été assez virulent envers la manière dont les prêtres ou les pharisiens appliquaient la loi.

L'apôtre Paul, lui, a quand même fait l'expérience d'une méprise, puisqu'après avoir légitimement persécuté les

disciples, il s'est amèrement repenti de son zèle un peu trop violent.

Donc, Paul ne se faisait sans doute aucune illusion sur les dérives de l'autorité.

Néanmoins, il nous invite à nous soumettre.

Remarquons d'abord que Paul ne nous demande pas de soutenir le pouvoir en place, ni même d'y participer.

En fait, il nous propose surtout de ne pas se le mettre à dos.

Peut-être que l'apôtre souhaite éviter toute velléité révolutionnaire au sein de l'Église ;

peut-être même a-t-il eu vent de quelques chrétiens qui auraient voulu s'affranchir de la tutelle de l'empire romain ?

Plus probablement, le contexte dans lequel vit la communauté de Rome devait susciter quelques questions éthiques :

Faut-il accepter d'offrir des sacrifices pour l'empereur ?

Faut-il accepter de servir dans l'armée ?

Peut-on reconnaître les lois impériales ?

Pour Paul, l'objectif du chrétien est de ne pas se faire remarquer.

De plus, la soumission aux autorités n'atteint que l'extérieur de l'individu, **intérieurement chaque chrétien est indépendant.**

Paul utilisera d'ailleurs la même rhétorique quand il sera en prison :

on peut être enchaîné par le pouvoir politique ou judiciaire tout en étant libre spirituellement.

Évidemment, cette distinction a des limites, puisqu'on ne peut pas en même temps affirmer l'amour du prochain et s'en prendre physiquement, allègrement à son voisin, au nom de la séparation entre le spirituel et le matériel.

Certains l'ont pourtant fait au cours de l'histoire.

En tout cas, pour Paul et dans la mesure où c'est possible, **le chrétien se doit d'être un citoyen exemplaire.**

Dans la Lettre à Diognète, un texte chrétien du 2^{ème} siècle dont on ignore le nom de l'auteur, il nous est rappelé que le chrétien **ne se distingue en rien du reste de la population :**

Il est respectueux des usages, des coutumes, des règles de vie locales, des habitudes alimentaires, et par le fait, il s'adapte au fonctionnement de la société dans laquelle il vit.

Toutefois, ajoute l'auteur, contrairement aux païens, les chrétiens ne vendent pas leurs enfants.

Donc, le chrétien est à la fois comme tout le monde et en même temps, pas tout à fait comme tout le monde.

A condition que cela ne heurte pas en profondeur ses convictions religieuses, le chrétien fera comme les autres ;

par-contre, quand les mœurs ou les pratiques locales deviennent franchement gênantes, alors il faut s'en abstenir.

Nous avons là un véritable traité éthique.

Premièrement, chaque chrétien est libre à l'égard du monde et de ses règles et n'est en fait soumis qu'à Jésus-Christ.

Deuxièmement, dans la mesure où les lois et règlements locaux ne lèsent pas nos convictions intimes et contribuent au bien, c'est-à-dire, à la bonne entente entre les gens, il est préférable de se plier aux autorités.

Troisièmement, dans l'hypothèse où les autorités en question encourageraient au mal, il conviendrait de s'interroger sur le respect dû aux institutions.

Ce programme peut paraître d'une simplicité biblique comme on dit, ce qui signifie qu'il est en fait beaucoup plus compliqué qu'on ne l'imagine.

En son temps, le pasteur Dietrich Bonhoeffer en a fait l'expérience, et alors même qu'il affirmait en 1937 qu'il fallait obéir absolument aux commandements du Christ, et en particulier, à celui qui interdit le meurtre, quelques années plus tard, il fut accusé d'avoir participé à l'attentat contre Hitler.

Sans doute, la situation de Bonhoeffer peut nous sembler tout à fait particulière, elle ne l'est pourtant pas tant que ça au regard de ce qui se passe en Russie ou aux États-Unis.

Et même chez nous, il y aurait lieu, dans certaines situations de s'interroger sur nos rapports aux autorités, et sur notre soumission aux lois en vigueur, ou au fonctionnement de la société.

Si, comme le dit Paul, les autorités sont établies conformément à la volonté de Dieu en vue de faire le bien, alors en théorie, nous n'avons rien à craindre.

Et il nous faut même nous acquitter de l'impôt et des taxes dans la mesure où ils contribuent au fonctionnement de toute la société.

Si, au contraire, les autorités se détournent de leur vocation pour faire le mal, alors aucun compromis n'est possible.

Cependant, il y a là deux écueils :

d'un côté, si la loi est bonne, il nous faut nous y plier, sinon il est juste que nous soyons punis.

A l'inverse, si la loi est mauvaise, il conviendrait d'y désobéir. Cela demande un gros effort de réflexion pour savoir si les autorités et les lois qu'elles promulguent sont effectivement bonnes ou mauvaises.

Cela demande de faire preuve de discernement, en permanence.

Et alors même qu'on pourrait penser que les enfants de Dieu sont au-dessus des enjeux politiques et juridiques, nous sommes invités à scruter les textes législatifs et les programmes des partis pour savoir s'ils prônent le bien ou le mal au regard de Dieu.

Après, ce travail de compréhension effectué, si nous estimons qu'une loi est bonne, il nous faut la respecter, et si un impôt est bon, il nous faut l'acquitter, non pas tant pour éviter les amendes, que parce que nous voulons contribuer au bien. Ces paroles semblent radicales, alors que dans notre pays on fait mine de découvrir une dette abyssale alors que depuis 50 ans le pays dépense plus qu'il produit.

En ce sens, il y a lieu d'espérer que nous nous soumettrons toujours, et sans rechigner, aux autorités qui font le bien. A contrario, nous devrions être capables de nous révolter contre ces mêmes autorités si elles contribuent au mal.

C'est à un énorme engagement social que nous convie l'apôtre Paul.

Peut-être, pensions-nous que nous pouvions tranquillement regarder la société de loin en nous contentant d'une certaine forme de neutralité ?

Mais e n'est pas le cas.

Nous devons choisir entre le bien et le mal, et nous devons avoir notre avis si la politique et la vie sociale est tournée vers le bien ou vers le mal.

De cela devrait dépendre notre soumission et notre liberté.

Cependant nous savons tous que cela n'est pas simple.

Amen.

(source UEPAL Pasteure Catherine Pichard Knorst)